

RELEVÉ DES RECOMMANDATIONS DE LA 10^e SESSION DU CAMEROON BUSINESS FORUM.

**CAMEROON BUSINESS FORUM (10^{EME} EDITION)
RECOMMANDATIONS ISSUES DU FORUM
(18 MARS 2019)**

Au terme des travaux de la 10^{ème} Session du *Cameroon Business Forum*, qui s'est tenue ce jour, lundi 18 mars 2019 à l'Hôtel SAWA de Douala, sous la présidence effective de **Son Excellence Chief, Doctor Dion NGUTE, Premier Ministre, Chef du Gouvernement**, les participants issus des Administrations publiques et du Secteur privé, en présence de membres du Corps diplomatique et des principaux Partenaires Techniques et Financiers du Cameroun, ont formulé un certain nombre de recommandations, qui ont été adoptées par le présent Forum. Celles ont traités aux domaines ci-après :

ATELIER N° 1 : L'émergence et le défi de l'industrialisation

N°	RECOMMANDATION		
1.	Mettre en place une plateforme de concertation permanente public-privé pour le développement de l'agro-industrie en vue d'intensifier la transformation de nos matières premières d'origine agricole et animale. Prévoir à cet égard, une rencontre semestrielle des administrations concernées pour faire le point de la disponibilité des matières premières locales.		
2.	Adopter une loi d'orientation industrielle, de planification et de programmation des industries structurantes.		
3.	Elaborer et diffuser à l'intention des industriels, un planning de mise à disposition de l'énergie électrique à un		

	coût compétitif.		
4.	Définir un programme de contrôle ciblé des importations (interdiction et réduction) dans les secteurs stratégiques (produits alimentaires, médicaments, textiles,...) pour lesquels les productions locales existent.		
5.	Mettre en place des mécanismes innovants de financement à long terme de l'industrialisation (à l'instar de la création d'un fonds souverain dédié à l'industrialisation).		

ATELIER N° 2 : Quelle politique fiscale pour l'émergence du Cameroun ?

N°	RECOMMANDATION	DELAI	RESPONSABLE
1.	Réduire les dépenses fiscales et réviser la loi d'avril 2013 sur les incitations fiscales		
2.	Poursuivre l'élargissement de l'assiette avec une emphase particulière sur l'imposition du patrimoine et les revenus fonciers		
3.	Mettre en place des instruments fiscaux appropriés pour favoriser la production locale et freiner les importations		
4.	Renforcer la lutte contre le commerce illicite et la contrebande		
5.	Etendre la dématérialisation des procédures fiscales aux petites et micro-entreprises et à toutes les procédures douanières		
6.	Réformer la fiscalité locale en vue d'accroître les ressources des collectivités territoriales décentralisées		
7.	Mener une réflexion globale pour une fiscalisation juste et efficiente du secteur productif		

8.	Mener une étude sur la fiscalisation des assurances, notamment en ce qui concerne les branches assures-vie et assurances-maladies		
9.	Rationaliser la fiscalité et la parafiscalité dans le secteur des transports routiers		
10.	Mettre en place des mesures appropriées de facilitation pour les entreprises à faible risque		

ATELIER N° 3 : Quelle stratégie d'Import-Export pour l'émergence ?

La stratégie pour améliorer notre performance au niveau du commerce international s'appuie sur le constat dressé par le Président de la République, **Son Excellence PAUL BIYA** à l'ouverture du Comice Agro-pastoral d'Ebolowa : *« l'insuffisance de certaines productions comme le riz, le sucre, le poisson nous oblige à en importer une grande quantité. Ce qui déséquilibre notre commerce extérieur... Nous devons nous libérer de cette dépendance. L'Afrique ne doit plus importer pour manger ».*

Cette stratégie devrait être orientée autour des axes suivants :

N°	RECOMMANDATION		
A. Concernant le développement des infrastructures d'appui au Commerce			
1.	Désenclaver les zones de production		
2.	Mettre à niveau les infrastructures d'accueil, de traitement, de stockage et de transit des marchandises		
3.	Poursuivre la mise aux normes des équipements logistiques et de transport		
4.	Développer, construire et réhabiliter les marchés transfrontaliers		
5.	Mettre en place une infrastructure (technique et humaine) de normalisation, de contrôle qualité, d'évaluation de la conformité et de la certification conforme aux exigences internationales		
6.	Mettre en place une infrastructure de qualité SPS, notamment des laboratoires modernes spécialisées conformes aux exigences internationales et des sites d'inspection appropriés		

7.	Mettre en place un système de certification et d'accréditation des organismes de vérification de la conformité aux normes et règlements techniques rigoureux et prévisible		
B. Concernant le développement de l'offre exportable et la promotion des exportations			
8.	Développer la production nationale et l'orienter vers des chaînes de valeurs sous régionales et mondiales		
9.	Identifier 4 produits prioritaires au maximum à accompagner dans les chaînes de valeur mondiales		
10.	Intensifier la coopération commerciale avec les pays de la sous-région notamment le Nigéria et la RDC		
11.	Adopter une politique agressive de promotion du made in Cameroon		
12.	Favoriser la participation effective des opérateurs économiques à l'organisation des manifestations de promotion économique au Cameroun et à l'étranger		
13.	Renforcer les capacités des services économiques des missions diplomatiques à l'étranger		
14.	Tirer profit des nombreuses opportunités offertes par notre appartenance à divers instances régionales et internationales, à l'instar de la Zone de Libre Echange Continentales Africaine, de la Coopération avec l'UE et de l'AGOA		
C. Sur l'amélioration du climat d'affaires et la Facilitation des échanges			
15.	Concevoir une politique d'accompagnement à l'export ;		
16.	Eliminer progressivement les taxes à l'exportation ;		
17.	Accélérer la mise en œuvre de l'accord de l'OMC sur la Facilitation des Echanges ;		
18.	Mettre en place des systèmes efficaces d'information sur les marchés (y compris la réglementation dans les marchés cibles) et les opportunités d'affaires ;		
19.	Renforcer les capacités de la Commission Nationale de la Concurrence ;		
20.	Intensifier la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles, la fraude, la contrebande, et la contrefaçon ;		
21.	Moderniser, rationaliser, simplifier et dématérialiser les procédures du commerce extérieur ;		

22.	Mettre en œuvre de mesures incitatives en matière de transit et de transbordement au bénéfice des usagers et notamment ceux des pays de l'hinterland ;		
23.	Adopter une tarification portuaire prévisible et stable ;		
24.	Optimiser la gestion des corridors de transit		
D. Sur le renforcement des capacités des exportateurs/producteurs			
25.	Former les opérateurs économiques à produire suivant les régimes d'origine des marchés cibles et à l'administration de la preuve d'origine desdits marchés ;		
26.	Accompagner les entreprises dans une démarche de qualité, notamment dans l'application des normes liées à l'hygiène des aliments (HACCP), la traçabilité et l'usage des pesticides, la mise à niveau des équipements, et l'étiquetage ;		
27.	Accompagner les entreprises pour la mise à niveau notamment par le biais de la facilitation de l'accès au crédit ;		
28.	Renforcer des capacités des interprofessions en matière de recherche de financements, de partenariats et de défense d'intérêts.		

ATELIER N° 4 : Feuille de route *Doing Business* 2019

Indicateurs DB	Recommandations	Délais	Responsables
1. Création d'entreprises	⇒ Etendre l'application « mybusiness.cm » dans trois capitales de Régions (Bamenda, Bafoussam, Ebolowa)	Décembre 2019	MINPMEESA
	⇒ Informatiser le processus de délivrance des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) dans les Tribunaux de Première Instance des villes de Douala, Yaoundé et Garoua (y compris en créant un lien avec l'application mybusiness.cm)	Décembre 2019	MINJUSTICE
	⇒ Porter à 10 millions le seuil du capital minimum des SARL pour le capital ayant recours alternatif au notaire	Décembre 2019	

Indicateurs DB	Recommandations	Délais	Responsables
	⇒ Intégrer les services de la CNPS au sein des CFCE	Avril 2019	MINPMEESA/AP ME/ CNPS
2. Permis de construire	⇒ Homologuer et revoir à la baisse les couts des autorisations administratives d'occupation du sol	Juin 2019	MINDHU
	⇒ Finaliser le processus d'un engagement décennal pour les professionnels de la construction (Architecte, Ingénieur) agissant comme maitres d'œuvre	Juin 2019	MINHDU/ONAC/ ONIGC
3. Accès à l'électricité	⇒ Etendre la phase pilote du <i>Supervisory Control and Data Acquisition (SCADA)</i> - distribution aux autres postes de distribution et de répartition de Douala	Décembre 2019	MINEE ENEO
4. Transfert de propriété	⇒ Opérationnaliser la mutualisation des formalités d'enregistrement fiscal et foncier se déroulant au même endroit à Douala et Yaounde	Avril 2019	MINDCAF/MI NFI(DGI)
5. Commerce transfrontalier	⇒ Adopter et implémenter un plan de fin de projet pour la dématérialisation des opérations de commerce extérieur	Juin 2019	CONAFE-GUCE
	⇒ Implémenter le concept d'opérateur agréé	Juin 2018	PDOUANES-CONAFE
	⇒ Supprimer les contrôles intermédiaires de transport des marchandises en transit en des check-point conventionnels	Juin 2018	MINT/DGD/DGS N/MINDEF-SED

Indicateurs DB	Recommandations	Délais	Responsables
6. Règlement des différends	⇒ Initier la création des tribunaux de commerce et autoriser la création de tribunaux pilotes à Douala, Yaoundé, Buea et Bamenda	Décembre 2019	MINJUSTICE
	⇒ Initier la réforme en vue de la mise en place des juges de mise en l'état		
7. Inspection	⇒ Finaliser la révision de la loi sur les établissements classés	Juin 2019	MINMIDT MINEPDED MINSANTE MINTOURL
8. Paiement des impôts.	⇒ Finaliser la mise en place le télépaiement au profit des grandes et moyennes entreprises	Avril 2019	MINFI/DGI
	⇒ Procéder à dématérialisation complète des procédures contentieuse et de contrôle	Juin 2018	MINFI/ APECCAM
	⇒ Conduire une étude en vue de la diminution du nombre de paiement annuel par entreprise		
	⇒ Finaliser l'Institution du timbre fiscal électronique pour les formalités en ligne	Juin 2019	MINFI/DGI

Indicateurs DB	Recommandations	Délais	Responsables
	⇒ Procéder a la dématérialisation de la procédure d'enregistrement des décisions de justice	Décembre 2019	MINFI/DGI
Accès au crédit.	Opérationnaliser le répertoire national des suretés mobilières	Avril 2019	MINFI/CNC
10. Gouvernance	⇒ Finaliser l'élaboration d'un livre blanc pour appuyer le développement du secteur Privé	Juin 2019	Plateforme du Secteur Privé /MINEPAT
	⇒ Finaliser l'élaboration d'une charte nationale de la PME	Juin 2019	MINPMEESA/AP ME/ Plateforme du Secteur Privé